

[print](#)

La guerre secrète en Grèce

De [Dr. Daniele Ganser](#)

Global Research, septembre 11, 2013

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/la-guerre-secrete-en-grece/5349317>

Photo : Le roi Constantiin II et la junte militaire lors du coup d'État de 1967.

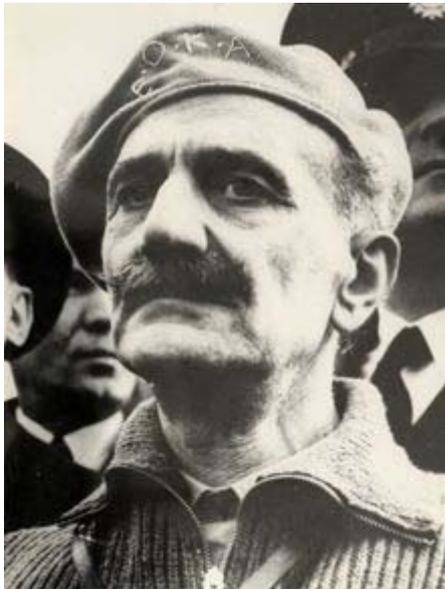
Pour maintenir l'ordre libéral, les États-Unis n'hésitèrent pas à faire renverser le gouvernement légitime et majoritaire en Grèce par une clique militaire très minoritaire, en 1967. Leur objectif n'était pas d'empêcher la Grèce de tomber dans l'orbite soviétique, mais de conserver le contrôle des Balkans. Un coup d'État qui en dit long sur la conception de la démocratie à Washington.

Sous les ordres du dictateur fasciste Benito Mussolini, les troupes italiennes tentèrent d'envahir la Grèce en 1940, mais elles furent repoussées par une résistance populaire massive. L'année suivante, Hitler, qui ne voyait pas d'un bon œil la défaite du Duce, décida d'envoyer ses soldats qui conquièrent le pays et le placèrent sous le contrôle des puissances de l'Axe. Les Grecs n'avaient cependant pas déposé les armes et, pendant toute la durée de la guerre, l'armée allemande, qui devait lutter contre une résistance acharnée, eut beaucoup de mal à garder le contrôle du pays. Comme en Italie et en France, les mouvements de résistance à l'occupation fasciste étaient dominés par la présence des communistes. ELAS, l'Armée Populaire de Libération, avait été fondée à l'initiative du parti communiste grec (KKE) quelques mois après l'invasion allemande. Elle rassemblait des partisans issus de toutes les sensibilités de gauche et des femmes ainsi que des ecclésiastiques, dont même quelques archevêques, combattaient dans ses rangs. L'EAM, l'aile politique d'ELAS était elle aussi dominée par les communistes. Sur les sept millions d'habitants que comptait alors la Grèce, deux millions étaient membres du parti EAM, tandis que 50 000 étaient des combattants actifs d'ELAS.

ELAS était la bête noire des nazis et tentait avant tout de leur reprendre le contrôle du pays. Pour ses opérations, l'Armée de Libération recevait l'appui du SOE britannique dont les officiers apportaient leurs conseils aux résistants grecs sur le terrain et leur fournissaient armes et munitions. De nombreuses amitiés furent tissées entre les combattants d'ELAS et les agents de liaison du SOE. Mais les frères d'armes durent subitement se séparer quand le Premier ministre Winston Churchill décida en mars 1943 de cesser de soutenir ELAS, craignant qu'après la défaite de l'Axe, la Grèce passe sous le contrôle des communistes. Churchill envoya secrètement son ministre des Affaires étrangères Anthony Eden auprès de Staline en octobre 1943 afin de procéder au partage des Balkans. L'accord, scellé à Yalta, laissait aux États-Uniens et aux Britanniques le champ libre en Grèce et prévoyait le passage de la Roumanie et de la Bulgarie sous contrôle soviétique.

Dans le but de réduire l'influence des communistes et des socialistes grecs, Londres prévoyait de réinstaller au pouvoir l'ancien roi de Grèce qui dirigerait le pays avec l'aide d'un gouvernement conservateur. La directive du *Foreign Office*, le ministère des Affaires étrangères britannique, du 20 mars 1943, mentionnant ce revirement précise que « *le SOE devrait systématiquement se tourner vers les groupes disposés à soutenir le roi et le gouvernement et faire bien comprendre aux mouvements antimonarchiques que le roi bénéficie du soutien du gouvernement de Sa Majesté* ». [1] Seulement le souverain n'était pas véritablement populaire dans

le pays, à cause notamment de son choix de collaborer avec le dictateur fasciste Metaxas. Inspiré par Hitler et Mussolini, Metaxas avait instauré, vers la fin des années 1930, le salut fasciste, bras droit tendu vers l'avant, ainsi qu'une police secrète particulièrement brutale. Cependant, Londres poursuivait sa politique de soutien aux conservateurs et, en octobre 1943, le *Foreign Office* alla jusqu'à envisager « *une véritable politique visant à attaquer et à affaiblir l'EAM par tous les moyens disponibles* », une stratégie qui fut finalement abandonnée car jugée « *susceptible de compromettre les chances de prendre l'avantage militairement et de s'avérer contre-productive en renforçant la légitimité politique de l'EAM* ». [2]



George Grivas (Γεώργιος Γρίβας)

Le revirement des Britanniques fut un véritable choc pour les membres d'ELAS qui commencèrent à être la cible de chasses à l'homme menées par d'anciens collaborateurs pro-nazis et des unités spéciales d'extrême droite appuyées par les Britanniques comme les groupes X du soldat chypriote George Grivas. Churchill, qui observait la scène à distance, remarqua toutefois que les groupes X, incapables de susciter l'adhésion populaire, ne comptèrent guère plus de 600 membres, et qu'ELAS constituait donc toujours la principale force de guérilla du pays. C'est dans ce contexte que le Premier ministre britannique décida fin 1944 de prendre des mesures supplémentaires pour empêcher les communistes grecs d'accéder au pouvoir. Il donna l'ordre de créer en Grèce une nouvelle armée secrète d'extrême droite. Comme l'écrivit le journaliste Peter Murtagh : une « *nouvelle unité fut créée au sein de l'armée grecque, qui fut appelée tour à tour Brigade Montagnarde Grecque, Force d'Intervention Hellénique ou LOK, son acronyme en grec (Lochos Oreion Katadromon)* ». Conçue comme une arme contre les communistes et les socialistes, l'unité était interdite à « *tous ceux dont la sensibilité politique oscillait entre le conservatisme modéré et la gauche véritable. Sous la supervision des officiers britanniques appliquant les ordres exprès de Churchill, l'unité fut constituée de royalistes et d'antirépublicains.* » [3]



Alexandre Papagos (Αλέξανδρος Παπάγος)

Le maréchal Alexandre Papagos fut choisi pour être le premier directeur de la LOK et, avec le soutien des Britanniques, il entreprit de recruter des militants d'extrême droite et de combattre ELAS. [4] Alors que l'Armée de Libération Populaire devait lutter à la fois contre l'occupant nazi et contre la Force d'Intervention Hellénique, Churchill craignit le scandale qui risquerait d'éclater s'il devait être révélé à la population britannique que Londres soutenait secrètement les fascistes en lutte contre les communistes grecs. En août 1944, il ordonna donc à la BBC de ne faire « aucune mention d'aucune sorte » d'ELAS en traitant de la libération de la Grèce. [5] Mais quelques semaines plus tard, la résistance grecque parvint finalement à vaincre l'occupant allemand et Hitler fut contraint de retirer ses troupes du pays. Winston Churchill exigea immédiatement que la résistance dépose les armes, ce qu'ELAS était disposée à accepter à condition que son dernier ennemi, la LOK, en fît autant.



Le massacre de la place Syntagma

La Grande-Bretagne refusant que l'armée secrète rende les armes, l'EAM organisa à Athènes une vaste manifestation démocratique pour dénoncer l'ingérence britannique dans les affaires politiques de la Grèce d'après-guerre. Celle-ci eut lieu le 3 décembre 1944, soit six semaines à peine après le départ des forces d'occupation allemandes. Les organisateurs de la manifestation avaient bien précisé leur intention de s'opposer aux Britanniques par des moyens pacifiques, la marche de protestation devant être le prélude à une grève générale. Peu après 11 h 00 ce matin-là, un groupe de 200 à 600 manifestants investit la place Syntagma, qui donne sous les fenêtres du Parlement. Ce petit groupe, constitué pour partie de femmes et d'enfants rassemblés dans une ambiance festive, devait être rejoint par une foule de 60 000 personnes qui avaient été retardées par des barrages

policiers. Tandis que les quelques centaines de personnes s'avançaient sur la place, une rangée d'hommes en armes, constituée de policiers et de miliciens, parmi lesquels figuraient vraisemblablement des membres de la LOK, se dressa sur leur passage. Des soldats britanniques et des policiers équipés de mitraillettes avaient pris position sur les toits alentour. La tension était palpable.

L'ordre fut donné de « *tirer sur ces enfoirés* » et la manifestation pacifique tourna soudain au bain de sang. Une pluie de balles s'abattit sur les manifestants qui se dispersèrent dans toutes les directions. D'après des témoins, la fusillade dura près d'une heure. 25 manifestants trouvèrent la mort, dont un enfant de 6 ans, et 148 autres furent blessés. Quelques minutes plus tard, le cortège principal arriva sur les lieux. Faisant preuve d'un calme et d'une retenue étonnants, les 60 000 manifestants se rassemblèrent dans la solennité et le recueillement autour des dépouilles de leurs camarades abattus. Sur les bannières souillées du sang des morts, les slogans demandaient la fin de l'ingérence britannique dans les affaires grecques. De nombreux manifestants brandissaient des drapeaux états-uniens et grecs, d'autres le drapeau rouge du socialisme. Très peu arboraient l'Union Jack. À Londres, Churchill dut affronter la colère des Communes qui demandaient des explications sur les atrocités commises à Athènes. Tout en reconnaissant le caractère « *choquant* » des faits, le Premier ministre britannique qualifia néanmoins de stupide la décision de faire défiler autant d'enfants dans une ville remplie d'hommes en armes. Le rôle de l'armée secrète d'extrême droite dans le massacre de la place Syntagma ne fit l'objet d'aucune enquête. [6]

Suite à cette démonstration de force, les Britanniques restaurèrent la monarchie en Grèce et obtinrent d'ELAS que celle-ci rende les armes en échange de la promesse d'élections nationales démocratiques, lesquelles eurent lieu en mars 1946. Le parti communiste grec et le centre gauche ayant pris la décision maladroite de boycotter les urnes pour protester contre l'occupation du pays par les Britanniques, la droite remporta une victoire sans appel. On assista dès lors à une succession de gouvernements fantoches de droite à la botte de Londres. Convaincu que la Grèce ne manquerait pas de tomber sous l'autorité brutale de Staline si la gauche grecque accédait au pouvoir, le gouvernement continua à ordonner l'arrestation des membres d'EAM dont beaucoup furent torturés dans les camps de prisonniers de sinistre mémoire, bâtis sur les îles grecques.

En 1945, la plupart des États célébrèrent la fin de la Seconde Guerre mondiale et, afin d'éviter qu'une telle tragédie ne se reproduise à l'avenir, ils fondèrent l'Organisation des Nations Unies. Mais la Grèce était toujours en proie aux combats et la guerre froide débuta. À force de frustration, une fraction de la gauche grecque résolut de reprendre les armes et le maquis et, à l'automne 1946, elle engagea une guerre civile contre les Britanniques et la droite locale. Exsangue au sortir de la guerre, le Royaume-Uni n'était plus en mesure d'assurer le contrôle du pays, au début de l'année 1947, il demanda donc de l'aide aux États-Unis. Le spécialiste de la CIA William Blum raconte que « *les responsables à Washington savaient parfaitement que leur nouveau "gouvernement-client" était si vénal et si négligent en matière de droits de l'Homme que même les anticommunistes états-uniens les plus fervents en étaient outrés* ». [7] Cependant, comme la Yougoslavie communiste fournissait la gauche grecque en armes et vu que le pays semblait sur le point de basculer dans le communisme, le président Truman parvint en exposant sa fameuse doctrine à convaincre le Congrès de la nécessité d'une intervention officielle en Grèce. La Grèce fut ainsi le premier pays à être envahi par les USA dans le cadre de leur politique de lutte contre le communisme à l'échelle mondiale. Au cours des décennies qui suivirent, Washington se servit de l'exemple grec pour justifier ses invasions ouvertes ou clandestines en Corée, au Guatemala, en Iran, à Cuba, au Cambodge, au Nicaragua, au Panama et dans plusieurs autres pays.

Par une étrange manœuvre idéologique, Truman qualifia le gouvernement conservateur corrompu d'Athènes de « *démocratique* » et assimila ses opposants de gauche à des « *terroristes* », tandis que les forces US débarquaient en Grèce avec de l'équipement lourd. Associées à la force d'intervention hellénique et aux autres unités paramilitaires locales, celles-ci disposaient d'effectifs six fois plus nombreux que les quelque 20 000 hommes et femmes réfugiés dans les montagnes grecques. Quand Staline comprit en 1948 que la guerre civile en Grèce pourrait déboucher sur un affrontement entre les deux superpuissances, la Yougoslavie fut exclue du bloc soviétique et l'approvisionnement en armes des partisans grecs commença à décroître. Leur situation s'aggrava encore à mesure que la LOK, à présent sous contrôle états-unien, était de mieux en mieux équipée et gagnait en puissance. Les USA lancèrent alors secrètement l'« *Opération Torch* » [“*to torch*” signifie incendier] au cours de laquelle des milliers de litres de napalm furent déversés sur les montagnes grecques. Fin 1948, la résistance grecque, après avoir battu sur son propre terrain les nazis puis les troupes britanniques, s'inclina finalement. « *La guerre civile s'acheva sur une victoire totale de la droite grecque et de son protecteur US.* » [8]



Konstantin Dovas (Κωνσταντίνος Δόβας)

L'armée secrète anticommuniste LOK ne fut pas démantelée à la fin de la guerre civile, elle demeura opérationnelle afin de contrôler l'opposition grecque. Quand la Grèce fut admise au sein de l'OTAN en 1952, elle « *était devenue un parfait allié, client de confiance pour les USA. Elle était farouchement anticommuniste et très bien intégrée au système de l'OTAN.* » [9] Clandestinement, la CIA et l'armée grecque dirigeaient, entraînaient et équipaient conjointement la LOK placée sous le commandement du maréchal Alexandre Papagos. L'armée secrète anticommuniste était pour la CIA un outil de premier choix pour influencer sur la vie politique dans le pays. La coopération clandestine entre les services secrets états-uniens, l'armée et le gouvernement grec fut confirmée par une série de documents confidentiels dont la population grecque n'apprit l'existence que lors des révélations de 1990. Parmi ceux-ci figurait un document sur l'armée secrète grecque daté du 25 mars 1955 et signée par le général Truscott pour la CIA, par Konstantin Dovas, chef d'état-major de l'armée grecque, ainsi que par le Premier ministre du pays Alexandre Papagos. [10] Les signataires confirmèrent une nouvelle fois leurs engagements sur l'armée secrète le 3 mai 1960. [11]

D'après le journaliste Peter Murtagh, la CIA avait fait de la LOK un programme prioritaire en Grèce. « *Au milieu des années 1950, la CIA aidait au financement et à*

l'approvisionnement de la Force d'intervention, elle l'a même minutieusement restructurée sur le modèle des unités d'élites états-uniennes et britanniques, les Delta Forces et le Special Air Service ou SAS. Sous le commandement de la CIA, les membres de la Force d'intervention se virent distribuer des bérets verts bien avant que ne soit créée l'unité du même nom. » Comme dans tous les autres pays d'Europe de l'Ouest, les relations entre les combattants locaux et les forces spéciales britanniques et états-uniennes étaient très cordiales. Après avoir subi un entraînement spécial à l'étranger, les officiers grecs étaient particulièrement fiers d'avoir été choisis pour rejoindre l'unité spéciale. Murtagh précise à juste titre que, par l'intermédiaire de la CIA, l'armée secrète grecque était elle aussi en liaison avec l'OTAN et son comité directeur *stay-behind*, l'ACC de Bruxelles. « *La Force d'intervention devint la branche grecque du réseau paneuropéen de guérilla mis en place par l'OTAN et la CIA dans les années 1950 et contrôlé depuis le quartier général de l'OTAN, à Bruxelles, par l'ACC, le Comité de Coordination Allié. »* Parallèlement à sa mission de contrôle intérieur, la LOK fut aussi entraînée pour sa fonction *stay-behind* plus classique. « *Le réseau était spécialement conçu pour agir comme une force "stay-behind" après l'invasion de l'Europe par les Soviétiques. Il coordonnerait les actions de guérilla menées dans les différents pays occupés et assurerait la liaison avec les gouvernements en exil. Il devait impliquer les agents des polices secrètes et des services de renseignement des pays conquis, ainsi que des civils volontaires. La branche grecque de ce programme était aussi appelée "Opération Sheepskin" [peau de mouton]. »* [12] La LOK ayant été créée dès 1944 par les Britanniques, cela en fait la plus ancienne des toutes les armées secrètes *stay-behind* actives en Europe pendant la Guerre froide.

L'existence de l'armée secrète avait déjà été révélée en 1987 par l'ancien agent de la CIA Philip Agee dans son livre *Dirty Work : The CIA in Western Europe*, ouvrage qui valut à son auteur de vives critiques de la part de l'Agence de renseignement et du Pentagone. Agee, qui avait travaillé pour la CIA en Amérique latine durant les années 1950, quitta l'Agence en 1969 pour des raisons d'éthique et commença dès lors à dénoncer les opérations terroristes et les violations des droits de l'Homme perpétrées par la CIA dans de nombreux pays en révélant le contenu de ces opérations et le nom des agents impliqués. Des années avant que le scandale Gladio n'éclate en Italie, Agee révéla que « *des groupes paramilitaires dirigés par des agents de la CIA avaient agi en Europe pendant les années 1960* ». Il souligna que « *de toutes les activités de la CIA, aucune n'était aussi directement liée au développement d'un potentiel de subversion interne* ». [13]

Selon Agee, le rôle joué par la CIA en Grèce fut véritablement décisif. « *L'agent gréco-américain travaillant pour la CIA recruta plusieurs groupes de citoyens pour constituer ce que la CIA appelait "un noyau voué à lever une véritable armée de citoyens pour contrer la menace d'un coup d'État de la gauche". Chacun des groupes ainsi formés était entraîné et équipé afin d'opérer comme une unité de guérilleros autonomes, capables de mobiliser des hommes et de mener des actions de guérilla et ne nécessitant qu'une très légère, voire aucune supervision extérieure.* » Le contrôle de l'armée secrète demeurait entre les mains de la CIA et de quelques officiers grecs à qui les services secrets états-uniens accordaient leur confiance. « *Les membres de chacun de ces groupes étaient initiés aux procédures militaires par la CIA. D'après les informations disponibles, la plupart de ces unités paramilitaires s'entraînaient dans deux camps : l'un situé aux abords de Volos et le second près du Mont Olympe. Après une formation de base, les unités partaient ensuite s'entraîner dans des zones reculées du Pinde et dans les montagnes près de Florina.* » À l'instar de toutes les armées secrètes dirigées par la CIA en Europe de l'Ouest, ces unités disposaient d'un armement léger entreposé dans des caches

d'armes. « *Ces groupes de partisans étaient équipés d'armes automatiques ainsi que de mortier léger. Les armes étaient stockées dans divers endroits. La majeure partie du matériel militaire était dissimulée sous terre et dans des grottes. Chaque membre de ces groupes paramilitaires connaissait l'emplacement de ces arsenaux clandestins, afin de pouvoir s'y rendre sans avoir besoin des instructions de ses supérieurs* ». [14]

En raison du grand nombre de personnes impliquées, plusieurs cercles devaient être mis dans la confiance ce qui rendait par conséquent plus difficile de protéger le secret entourant l'armée *stay-behind* et ses liens avec la CIA. « *Il est devenu de plus en plus difficile de tenir le projet secret. Un agent de la CIA a qualifié la situation de "cauchemar"* », raconta Agee avant d'ajouter : « *Pour autant qu'on le sache, le groupe paramilitaire n'a jamais été démantelé. Aux yeux des hauts responsables de la CIA, les groupes placés sous le commandement de la branche paramilitaire sont comme une "assurance" à long terme sur les intérêts US en Grèce, ils peuvent être utilisés pour appuyer ou pour diriger le possible renversement d'un gouvernement "antipathique". "Antipathique" du point de vue de la stratégie de manipulation états-unienne, bien entendu.* » [15] La CIA investit des millions de dollars dans l'armée secrète grecque et bâtit un véritable complexe de refuges et de centres d'entraînement aux abords du Mont Olympe dans le nord-est du pays où les membres de la LOK étaient formés par des instructeurs de la CIA à diverses pratiques telles que le ski, le saut en parachute et la plongée sous-marine. [16] Environ 800 caches d'armes furent aménagées sur l'ensemble du territoire et l'on estime les effectifs de l'armée secrète à près de 1 500 hommes qui, en cas de besoin, pouvaient en recruter 2 000 autres, portant ainsi le nombre total de ces soldats d'élite à près de 3 500. [17]



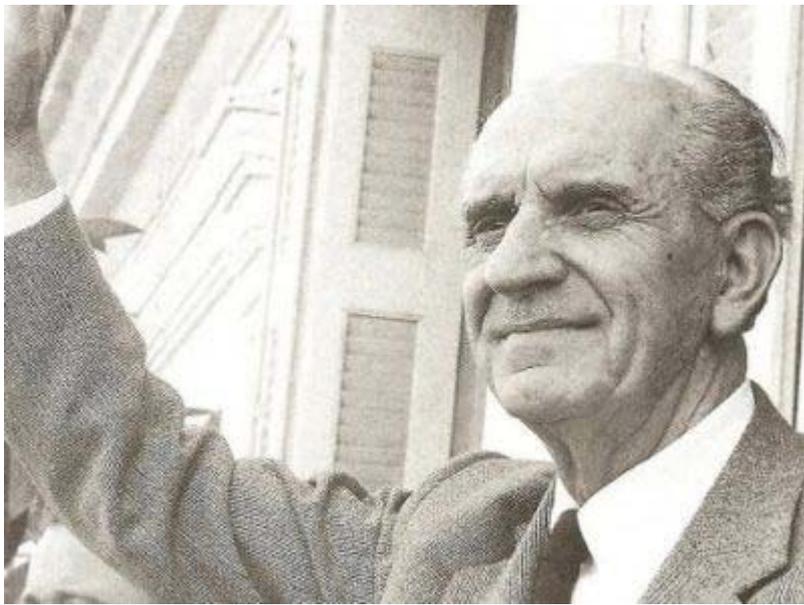
Thomas Karamessines

L'agent gréco-américain de la CIA mentionné par Agee et qui joua un rôle central dans la création et la direction de l'armée secrète grecque était Thomas Karamessines. Comme bon nombre de ses collègues de l'Agence, Karamessines avait travaillé pour les services secrets états-uniens OSS (Office of Strategic Services) pendant la Seconde Guerre mondiale. En raison de son anticommunisme radical et de ses racines grecques, il fut affecté à l'ambassade US à Athènes en janvier 1946, officiellement comme attaché militaire. Pendant la guerre civile, il établit des contacts avec des responsables de la sécurité britanniques et grecs et des membres de la Force d'intervention hellénique. Quand la CIA fut créée pour remplacer l'OSS en 1947, Karamessines installa le quartier général de l'Agence au cinquième étage du Tamion Building qui donne sur la Place Syntagma. En quelques années, l'antenne de la CIA compta plus d'une centaine d'agents, des Gréco-Américains comme Karamessines pour la plupart. Athènes devint alors la base arrière des activités de la CIA dans la péninsule balkanique et au Moyen-Orient, y compris jusqu'en Iran.

Prenant une part active aux opérations spéciales et à la création des armées anticommunistes de la CIA, Karamessines fut transféré à Rome en 1958 où, en tant que chef de station, il dirigea le Gladio italien et la lutte engagée contre les communistes locaux. En 1962, il fut contraint de quitter l'Italie suite à des rumeurs sur son implication dans la mort de l'industriel et patron d'ENI Enrico Mattei, survenue dans des circonstances troubles. De retour aux États-Unis, le soldat de l'ombre Karamessines prit la tête du département des opérations spéciales de la CIA en étant nommé directeur adjoint aux Plans. Il semble qu'il ait aussi mené le combat sur le sol états-unien : en effet, suite à l'assassinat du président Kennedy en 1963, il fut accusé d'avoir fait disparaître certains indices et d'avoir détruit des documents compromettants.

Karamessines veilla à ce que la CIA non seulement finance mais également contrôle le service de renseignement militaire KYP, en dépit du fait que celui-ci ait régulièrement recours à la torture. « *Grâce à nos objectifs communs, et bien sûr à l'argent que nous fournissions, collaborer avec eux était assez facile* », se souvint un ancien agent de la CIA qui avait été stationné en Grèce. « *Les hommes du KYP s'y entendaient assez bien pour faire parler les communistes et tous ceux qui flirtaient avec les Soviétiques.* » [18] Les agents grecs écoutaient les communications radio des Bulgares et des Roumains et envoyaient les bandes aux États-Unis où elles étaient décodées par les experts de la NSA. En espionnant l'opposition grecque, le KYP et la CIA amassèrent pas moins de 15 tonnes de données et constituèrent 16,5 millions de dossiers sur les citoyens grecs considérés comme une menace pour l'État. Quand le stockage des archives commença à poser un sérieux problème, la CIA fournit au KYP un système informatique. Ironie de l'Histoire, la première démocratie moderne, les USA, offrit à la première démocratie de l'Antiquité, la Grèce, les premiers ordinateurs destinés au contrôle de la population. Le chef du KYP se montra particulièrement enthousiaste devant cette nouvelle machine, il invita même la presse à venir la contempler. Posant fièrement à côté du très imposant appareil, il déclara : « *Les Grecs peuvent dormir sur leurs deux oreilles car cette merveille de technologie américaine, elle, reste toujours en éveil* », sur quoi, afin de démontrer l'efficacité du système, il appuya sur un bouton « *ennemi du pays* », ce qui eut pour effet de faire apparaître le dossier personnel d'un journaliste présent sur les lieux et d'embarrasser quelque peu les agents du KYP. [19]

La CIA et l'oligarchie locale contrôlant la gauche et les communistes grecs par l'intermédiaire de la LOK et du KYP, la seule menace pour l'équilibre du pouvoir provenait des élections démocratiques. Laughlin Campbell, chef de station de la CIA de 1959 à 1962, craignait une victoire de la gauche aux élections nationales d'octobre 1961, de nombreux électeurs furent donc incités, par la menace ou par l'argent, à voter conformément aux directives du KYP. Dans certains villages, les candidats soutenus par l'armée et la CIA obtinrent même plus de voix qu'il n'y avait d'habitants en âge de voter. Tout fonctionna comme prévu et l'union du centre dont l'inclination à gauche était redoutée n'obtint qu'un peu plus du tiers des suffrages, ce qui lui garantit 100 sièges au Parlement. Son leader, George Papandreou cria à la fraude électorale et obtint qu'une commission indépendante mène l'enquête. Quand celle-ci confirma ses allégations, Papandreou promit au gouvernement une lutte sans merci.



George Papandreou (Γεώργιος Παπανδρέου). Ne pas confondre avec son petit-fils pro-US.

Bénéficiant d'un réel soutien populaire, Papandreou trouva le courage de défier la CIA et le KYP et, en 1963, il contraignit le Premier ministre pro-US Konstantin Karamanlis à la démission. Les tensions s'accrochèrent aux élections de 1963, où l'Union du Centre obtint 42 % des suffrages et 138 des 300 sièges du Parlement. À la tête du premier parti de l'union, Papandreou fut nommé Premier ministre en février 1964. Pour la première fois depuis l'occupation allemande, la droite grecque se voyait en situation de perdre une grande partie de son poids politique. Papandreou tenait les rênes du pays pour quatre ans, une évolution qui « *ébranla l'establishment conservateur. Pour beaucoup, y compris pour certains conseillers de premier plan, cela laissait présager une prise de pouvoir imminente par les communistes, et cela, ils étaient bien décidés à l'enrayer.* » [20] Il fallait renverser le Premier ministre George Papandreou.

Jack Maury, qui avait remplacé Campbell à la tête de l'antenne athénienne de la CIA, reçut l'ordre de se débarrasser de Papandreou. Le chef de station aimait faire étalage de son pouvoir : il portait des costumes voyants, d'énormes chevalières et conduisait une grosse voiture américaine, « *plus grande que celle de l'ambassadeur* », comme il se plaisait à le souligner. Il complota en secret avec le roi Constantin et des officiers royalistes et conservateurs de l'armée grecque et, en 1965, il parvint à démissionner George Papandreou par prérogative royale. [21] La période qui suivit ce coup silencieux fut caractérisée par des gouvernements éphémères et les efforts clandestins entrepris par le KYP, sur les conseils de l'agent Constantin Plevris, pour conditionner le climat politique. Il y eut à cette époque plusieurs attentats dans le pays. En 1965, le pont de Gorgopotamos fut détruit par une explosion au moment précis où l'ensemble de la classe politique commémorait la résistance au nazisme. Le choix du lieu était hautement symbolique puisque les Grecs étaient particulièrement fiers d'avoir empêché les Allemands de le détruire pendant l'occupation. L'attentat fit cinq morts et une centaine de blessés, dont beaucoup grièvement. « *Après tout, nous étions officiellement formés au terrorisme* », commenta par la suite un agent impliqué dans des opérations *stay-behind*, soulignant ainsi le puissant soutien dont ces hommes avaient bénéficié. [22]



Alexandre Mastas (Αλέξανδρος Μάτσας)

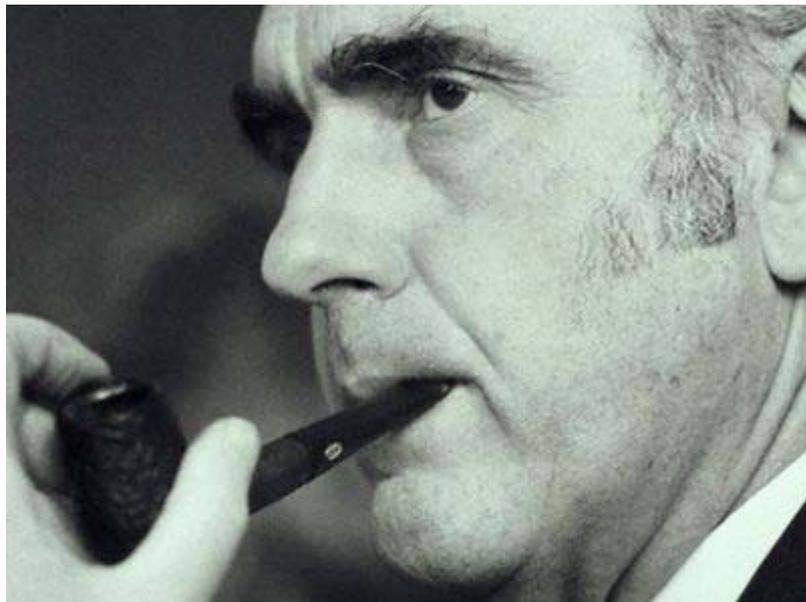
Ce soutien provenait de l'administration de Lyndon Johnson, à Washington, qui avait déjà eu l'occasion à Chypre de signifier au gouvernement grec qui était aux commandes. À l'été 1964, le président Johnson convoqua l'ambassadeur grec Alexandre Matsas à la Maison-Blanche et lui dit que les problèmes de Chypre devaient être résolus par la partition de l'île en deux zones, l'une grecque, l'autre turque. Matsas refusa, provoquant la fureur de Johnson : « *Écoutez-moi bien, M. l'ambassadeur. Je me fous de votre Parlement et de votre Constitution. L'Amérique est un éléphant. Chypre est une puce. La Grèce est une puce. Si ces deux puces continuent à chatouiller l'éléphant, il pourrait bien les écraser d'un coup de trompe, et pour de bon !* » Comme le soulignait Johnson, le gouvernement grec devait se conformer aux ordres de la Maison-Blanche. « *Les Grecs profitent largement des dollars américains, M. l'Ambassadeur. Si votre Premier ministre continue à me parler de Démocratie, de Parlement et de Constitution, il se pourrait bien que lui, son Parlement et sa Constitution n'en aient plus pour très longtemps.* » [23]

Quand Matsas, outré, tenta de protester : « *Je ne peux tolérer de telles manières* », Johnson continua : « *N'oubliez pas de répéter à votre vieux Papa-je-ne-sais-plus-quoi ce que je viens de vous dire. N'oubliez pas de lui dire, vous m'entendez ?* », sur quoi Matsas câbla la conversation au Premier ministre George Papandreou. Quand la NSA intercepta le message, le téléphone de Matsas sonna. C'était le président Johnson : « *Vous cherchez les ennuis, M. l'ambassadeur ? Vous voulez vraiment que je me mette en rogne ? Il s'agissait d'une conversation privée. Vous n'étiez pas censés répéter les termes que j'ai employés devant vous. Faites attention.* » [24] Clic. Fin de la communication.

Andreas Papandreou, le fils du Premier ministre, observait avec un certain dégoût le jeu de manipulations et la guerre secrète qui se livraient dans son pays. Après avoir fréquenté un mouvement trotskiste alors qu'il était étudiant, Andreas avait quitté la Grèce pour les États-unis dans les années 1930, afin d'échapper à la répression du régime dictatorial de Metaxas. Naturalisé états-unien, il avait embrassé une brillante carrière d'économiste et d'universitaire, dirigeant le département d'économie de l'université de Californie, à Berkley. Pendant la Seconde Guerre mondiale, il avait servi dans la Marine US et, après 1945, il fut approché par la CIA afin de rejoindre le bureau politique de la zone méditerranéenne. Quand, vers la fin des années 1950, il comprit le rôle que jouaient les États-Unis en Grèce, il coupa les ponts avec la CIA et regagna son

pays natal où il devint l'un des plus virulents détracteurs de la politique états-unienne. Dans un style démagogique rappelant celui de Castro, le jeune Papandreou s'en prenait dans ses discours enflammés à l'ingérence des USA dans les affaires grecques, à l'OTAN, à la corruption du roi, aux partis conservateurs et aux élites grecques en général.

Le Pentagone et la CIA enragèrent de voir qu'un deuxième Papandreou osait défier la présence US en Grèce. Pour le journaliste Peter Murtagh, « *on peut à peine imaginer la haine qu'éprouvaient la droite conservatrice et la CIA pour le fils du Premier ministre* ». [25] En 1964, Andreas Papandreou, qui assumait des fonctions ministérielles, découvrit que le KYP espionnait régulièrement les conversations des membres du gouvernement et transmettait les informations ainsi obtenues à la CIA. De colère, il révoqua deux hauts responsables du service et les remplaça par deux agents jugés plus fiables à qui il ordonna de mettre un terme à toute forme de coopération avec la CIA. Cependant, comme le raconta Papandreou lui-même, le nouveau directeur du KYP « *reparut en s'excusant, expliquant qu'il ne pouvait le faire. Tout le matériel était états-unien, contrôlé par la CIA ou par des Grecs eux-mêmes sous les ordres de la CIA. Il n'était plus possible de faire la distinction entre les deux services. Ils étaient bâtis selon la même structure et chaque responsable avait son homologue. Concrètement, ils formaient une seule et même agence.* » [26]



Andreas Papandreou (Ανδρέας Παπανδρέου)

Alors qu'Andreas Papandreou continuait à défier le KYP, Norbert Anshutz, l'adjoint du chef de mission de l'ambassade US, le rencontra et lui conseilla d'annuler les ordres qu'il avait transmis au KYP. Papandreou refusa et ordonna au représentant états-unien de quitter son bureau, à la suite de quoi, Anshutz, très en colère, l'avertit qu'« *il y aurait des conséquences* ». [27] Le coup d'État militaire survint la nuit du 20 au 21 avril 1967, un mois avant la tenue des prochaines élections pour lesquelles toutes les enquêtes, y compris celles de la CIA, prévoyaient un triomphe de l'union du centre, l'alliance de gauche de George et Andreas Papandreou. La LOK déclencha le putsch, basé sur le plan Prométhée, un programme conçu par l'OTAN qui devait être mis en œuvre en cas d'insurrection communiste. En cas d'opposition, le plan était très clair : « *Écraser sans la moindre hésitation toute résistance de l'ennemi* ». [28] Vers minuit, la LOK prit le contrôle du ministère de la Défense grec qui, signe de l'admiration vouée aux États-Uniens, avait été baptisé « *le Pentagone* ». Les hommes de la LOK ne rencontrèrent qu'une très faible résistance et, sous le commandement du colonel Costas Aslanides, un

parachutiste aguerri, le bâtiment fut sécurisé. Une fois le Pentagone investi par les putschistes, la deuxième phase fut déclenchée : à la faveur de l'obscurité, des blindés entrèrent dans la capitale et, emmenés par le général Sylianos Pattakos, ils encerclèrent le Parlement, le palais royal, les bâtiments de la radio et les centres de communication. À la tête de sa colonne de blindés, Pattakos emprunta le même itinéraire que celui pris par les Allemands quand ils avaient conquis Athènes en avril 1941. De temps à autre les blindés s'arrêtaient et cherchaient du regard le signe d'une éventuelle résistance. Mais il n'y en eut pas. Athènes était endormie.

Cette nuit-là, George Papandreou, alors âgé de 78 ans, était lui aussi endormi dans sa modeste maison aux murs blanchis de Kastri, à quelques kilomètres de la capitale. Comme dans tous les coups d'État, le plan était effroyablement simple. Des hommes en armes frappèrent à sa porte, Papandreou fut arrêté et emmené dans l'un des deux véhicules militaires qui avaient cerné la maison. Au même moment, 8 hommes firent irruption au domicile d'Andreas Papandreou, 7 portaient des baïonnettes au canon, le huitième une mitrailleuse. Dans la confusion qui s'en suivit, Andreas parvint à s'échapper par le toit, mais, l'un des soldats le força finalement à se rendre en pointant une arme sur la tête de son fils de 14 ans. Conformément aux plans très précis établis à l'avance, au cours des 5 heures qui suivirent, plus de 10 000 citoyens furent arrêtés par des escadrons militaires et conduits vers des « *centres d'accueil* ».

Lors d'un entretien qu'il accorda un an plus tard, le colonel Yannis Ladas, le directeur de la police militaire grecque, alors âgé de 47 ans, souligna avec fierté la précision et la rapidité avec laquelle le plan de l'OTAN avait été appliqué. « *En seulement 20 minutes, tous les politiciens, tous les individus, tous les anarchistes figurant sur les listes ont pu être raflés (...) c'était un plan très simple, un plan diabolique.* » [29] À son réveil, la population grecque s'aperçut tout d'abord que le téléphone avait été coupé, avant de réaliser que les militaires avaient pris le pouvoir. À six heures, le colonel George Papadhopoulos annonça dans les médias qu'il avait pris le pouvoir afin de défendre la démocratie, la liberté et le bonheur. Onze articles de la Constitution furent suspendus. Les citoyens pouvaient à présent être arrêtés sur-le-champ et sans mandat et traînés devant un tribunal militaire. Les manifestations et les grèves furent interdites et les comptes bancaires gelés. Le nouvel homme fort d'Athènes, George Papadhopoulos, servait comme officier de liaison du KYP auprès de la CIA depuis 1952 et il était connu au sein de son service comme l'homme de confiance du chef de station Maury. À Washington cependant, tout le monde n'approuvait pas les méthodes brutales de la CIA. Quelques jours après le putsch, le sénateur Lee Metcalf critiqua vivement l'administration Johnson et dénonça devant le Congrès la junte grecque qu'il qualifia de « *régime militaire de collaborateurs et de sympathisants du nazisme (...) bénéficiant du soutien américain* ». [30] Une semaine après le coup d'État, l'ambassadeur US à Athènes, Philip Talbot, se plaignit auprès de Maury, assimilant l'opération menée par les États-Unis à « *un viol de la démocratie* ». Maury répondit simplement : « *Comment voulez-vous violer une pute ?* » [31]

À cause de l'implication de la Force d'intervention hellénique, le coup d'État militaire en Grèce fut qualifié de « *coup Gladio* ». Or on ne trouve qu'un seul autre pays où les armées secrètes anticommunistes se sont livrées à des putschs : la Turquie. En Italie, le réseau Gladio avait réalisé un « *coup silencieux* » en juin 1964, lors de l'opération « *Piano Solo* » au cours de laquelle le général De Lorenzo, l'homme de confiance de la CIA, était entré dans Rome avec chars, transports de troupes blindés, jeeps et lance-grenades tandis que les forces de l'OTAN effectuaient de grandes manœuvres militaires dans la région. L'opération avait abouti à la démission des ministres socialistes. L'historien états-unien Bernard

Cook a souligné à juste titre que « *Piano Solo ressemble au plan Prométhée mis en œuvre par le Colonel George Papadhopoulos en 1967 pour instaurer un gouvernement militaire en Grèce. Avec pour but de déstabiliser l'Italie et d'enrayer la progression de la gauche, le plan n'était rien de plus qu'une "copie conforme de Gladio"* ». [32] Collin, un expert en questions militaires, convient que « *le projet de De Lorenzo était similaire par ses aspects techniques à celui par lequel le colonel Papadhopoulos a pris le pouvoir en Grèce quelques années plus tard* ». [33]

La junte militaire grecque consolida son pouvoir en généralisant les emprisonnements et l'usage de la torture, des pratiques que l'on n'avait plus observées en Europe de l'Ouest depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. La plupart des personnes arrêtées dans les heures qui suivirent le coup d'État furent ensuite transférées vers des prisons civiles ou militaires. Des communistes, des socialistes, des artistes, des universitaires, des journalistes, des étudiants, des femmes engagées en politique, des ecclésiastiques et leurs familles et amis furent torturés. On leur arrachait les ongles. On leur frappait les pieds à coups de bâton jusqu'à ce que la peau se déchire et que les os se brisent. On introduisait des objets tranchants dans le vagin des femmes. On enfonçait des linges souillés, souvent avec de l'urine ou des excréments, dans la gorge des victimes pour les asphyxier, on insérait des tubes dans leur anus et on y injectait de l'eau à très haute pression, on leur faisait subir des électrochocs. [34] « *Nous sommes tous des démocrates ici* », tenait à préciser l'inspecteur Basil Lambro, le chef de la police secrète d'Athènes. « *Tous ceux qui sont amenés ici parlent. Vous n'allez pas gêner nos statistiques.* » Le tortionnaire exposait clairement la situation à ses victimes : « *Nous sommes le gouvernement. Vous n'êtes rien. Le gouvernement n'est pas seul. Il est soutenu par les États-Unis.* » S'il était d'humeur, Lambro pouvait également livrer son analyse géopolitique : « *Le monde se divise en deux camps : les Russes et les États-Unis. Nous sommes les États-Unis. Estimez-vous heureux qu'on ne vous ait qu'un peu torturés. En Russie, ils vous auraient tués.* » [35]

La droite italienne et ses combattants secrets étaient admiratifs de l'efficacité avec laquelle les Grecs étaient parvenus, avec l'aide de la CIA, à vaincre la gauche. En avril 1968, les colonels grecs invitèrent une cinquantaine de fascistes italiens, dont le célèbre Stefano Delle Chiaie, à se rendre en Grèce pour observer par eux-mêmes. À leur retour en Italie, les Gladiateurs franchirent un cap dans la violence et commencèrent à poser des bombes dans des endroits publics. Ces attentats, qui tuèrent et mutilèrent des centaines de personnes, furent imputés aux communistes italiens. Les militaires de la junte grecque furent à leur tour impressionnés de voir avec quelle efficacité leurs camarades italiens avaient amené leur pays au bord du coup d'État et le 15 mai 1969, Papadhopoulos leur envoya ce télégramme de félicitations : « *Son excellence le Premier ministre constate que les efforts mis en œuvre depuis quelque temps en Italie par le gouvernement grec commencent à porter leurs fruits* ». [36]

La dictature militaire finit par implorer à cause d'une absence quasi-totale de soutien populaire après que les colonels se soient engagés dans une aventure impérialiste en finançant en 1974 un coup d'État à Chypre visant à remplacer le gouvernement légitime de gauche de l'archevêque Makarios par un régime fantoche qui aurait permis l'annexion de l'île. Au lieu de cela, en réponse au putsch, les troupes turques envahirent Chypre. Cela donna lieu à de violents affrontements qui firent plusieurs milliers de morts et provoquèrent finalement la partition de l'île entre le Nord turc et le Sud grec. Les colonels furent arrêtés et traduits en justice. Papadhopoulos fut condamné à mort en 1975 pour haute trahison, sa peine fut par la suite commuée en emprisonnement à vie. L'abolition de

la monarchie fut votée par référendum et une nouvelle Constitution fut adoptée.

Après avoir été libéré de prison, Andreas Papandreou passa quelques années en exil au Canada et en Suède. Il regagna son pays à la chute du régime des colonels et reprit sa carrière politique. Il fonda le Mouvement Socialiste panhellénique (PASOK) qui remporta les élections de 1981. Nommé Premier ministre, il forma le premier gouvernement socialiste de la Grèce d'après-guerre. La même année, le pays devint un membre à part entière de la Communauté Européenne, mais Papandreou ne se départit pas de son style radical et menaça à plusieurs reprises de se retirer de l'OTAN. Il ne mit jamais sa menace à exécution, mais, six mois avant sa mort, lors des révélations sur le Gladio italien, Andreas Papandreou fut le premier ex-chef de gouvernement à confirmer qu'une armée secrète du même type avait aussi existé dans son pays. C'est cette révélation qui donna au scandale son ampleur internationale et provoqua l'embarras des responsables politiques du continent. Le 30 octobre 1990, Andreas Papandreou déclara dans un entretien accordé au journal grec *Ta Nea* que c'est en 1984, alors qu'il était Premier ministre, qu'il avait découvert en Grèce une armée secrète commandée par l'OTAN très semblable au Gladio italien et qu'il avait ordonné son démantèlement. L'ancien ministre de la Défense Nikos Kouris confirma que l'armée secrète grecque avait été active pendant la Guerre froide. « *Notre projet de structure clandestine a été lancé en 1955* », prétendit-il « *par un accord conclu entre le chef de services secrets grecs et la CIA. Quand j'ai appris l'existence de ce pacte inacceptable (...) j'en ai informé Andreas Papandreou (...) et l'ordre a été donné de dissoudre Red Sheepskin.* » [37]

Fin 1990, des voix s'élevèrent dans les rangs de l'opposition socialiste pour exiger l'ouverture d'une enquête parlementaire, mais la demande fut rejetée par le gouvernement conservateur d'alors et par le nouveau parti démocrate. Le ministre de la Défense Ioannis Varvitsiotis dut reconnaître devant le Parlement que l'information fournie par Papandreou était exacte et que la CIA et des commandos locaux avaient bien bâti un réseau secret, dans le cadre d'une opération baptisée Sheepskin, qui avait apparemment été « *démantelé en 1988* ». [38] Le ministre de l'Ordre public grec, Yannis Vassiliadis, indiqua cependant que la police n'enquêterait pas sur des « *fantasmes* » de liens entre l'opération Sheepskin et les actes de terrorisme perpétrés sur le territoire national. Comme bon nombre de ses homologues européens, le ministre insista sur la fonction *stay-behind* de l'armée secrète grecque, en démentant catégoriquement toute tentative de contrôle de la politique intérieure : « *Sheepskin était l'un des plans conçus par l'OTAN dans les années 1950 et né de l'idée que lorsqu'un pays est victime d'une occupation ennemie, il est préférable qu'il dispose d'un réseau de résistance organisé. Il prévoyait que soient répartis sur le territoire des caches d'armes et des agents qui formeraient le noyau combattant de la guérilla. En d'autres termes, c'était un acte défendable au nom de l'intérêt national.* » [39] Comme malgré tout l'opposition continuait à réclamer une enquête officielle, le ministre de la Défense Varvitsiotis souligna qu'il n'y avait aucun besoin d'ouvrir une enquête parlementaire sur l'armée secrète puisque lui-même allait régler cette affaire délicate au sein de son ministère. Il confia cette investigation potentiellement explosive à un général qui avait servi à l'OTAN et comme attaché militaire à Washington. Avant même que soit bouclé le rapport sur le *stay-behind* grec, Varvitsiotis put donc garantir à ses collègues que « *le gouvernement [n'avait] absolument rien à craindre* ». [40]

Daniele Ganser



Cet article constitue le seizième chapitre des [Armées secrètes de l'OTAN](#)

© Version française : éditions Demi-lune (2007).

[1] Mackenzie, W. J. M., *History of the Special Operations Executive : Britain and the resistance in Europe* (British Cabinet Office, Londres, 1948), p.703. L'original du Bureau des Archives Publiques de Londres n'a toujours pas été publié, il le sera prochainement chez Frank Cass.

[2] Mackenzie, *Special Operations Executive*, p.722–723.

[3] Le journaliste du *Guardian* Peter Murtagh a écrit un récit passionné de la trahison de la résistance grecque et de la confiscation de la démocratie en Grèce par les Anglo-Saxons durant la Guerre froide. Basé sur des documents récemment déclassifiés et sur des entretiens avec plusieurs diplomates états-uniens et britanniques et des employés de la CIA, son livre porte le titre éloquent : *The Rape of Greece. The King, the Colonels, and the Resistance* (Simon & Schuster, Londres, 1994), p.29. [Le Viol de la Grèce. Le Roi, les Colonels et la Résistance]

[4] Aucun auteur spécifié, « Spinne unterm Schafsfell. In Südeuropa war die Guerillatruppe besonders aktiv – auch bei den Militärputschen in Griechenland und der Türkei ? » Dans le magazine d'informations allemand *Der Spiegel*, N°48, du 26 novembre 1990. Et Leo Müller, *Gladio. Das Erbe des Kalten Krieges. Der NATO Geheimbund und sein deutscher Vorläufer* (Rowohlt, Hambourg, 1991), p.55.

[5] Murtagh, *Rape*, p.30.

[6] *Ibid.*, p.24. Voir aussi *The Concise History of Greece* (Cambridge University Press, 1992) du professeur Richard Clogg, qui écrit que : « Des policiers indisciplinés ont ouvert le feu sur une manifestation sur la Place de la Constitution, au cœur de la ville, faisant une quinzaine de morts », p.137.

[7] William Blum, *Killing Hope : US Military and CIA interventions since World War II* (Common Courage Press, Maine, 1995), p.36.

[8] Murtagh, *Rape*, p.39.

[9] Blum, *Killing Hope*, p.38.

[10] Müller, *Gladio*, p.55. Et Jens Mecklenburg (ed.), *Gladio : Die geheime*

Terrororganisation der Nato (Elefanten Press, Berlin, 1997), p.19.

[11] Jacques Baud, *Encyclopédie du renseignement et des services secrets* (Lavauzelle, Paris, 1997), p.546.

[12] Murtagh, *Rape*, p.41.

[13] Philip Agee et Louis Wolf, *Dirty Work : The CIA in Western Europe* (Lyle Stuart Inc., Secaucus, 1978), p.154.

[14] Agee, *Dirty Work*, p.155 and 156.

[15] *Ibid.*

[16] Murtagh, *Rape*, p.42.

[17] Magazine politique autrichien *Zoom*, N°4/5, 1996, « Es muss nicht immer Gladio sein. Attentate, Waffenlager, Erinnerungslücken », p.73.

[18] Murtagh, *Rape*, p.43.

[19] *Ibid.*, p.44.

[20] *Ibid.*, p.71.

[21] Blum, *Killing Hope*, p.216.

[22] Aucun auteur spécifié, « Spinne unterm Schafsfell. In Südeuropa war die Guerillatruppe besonders aktiv – auch bei den Militärputschen in Griechenland und der Türkei ? » dans l'hebdomadaire d'informations allemand *Der Spiegel*, N°48, du 26 novembre 1990.

[23] Murtagh, *Rape*, p.90.

[24] *Ibid.*

[25] *Ibid.*, p.102.

[26] Cité dans Blum, *Killing Hope*, p.217.

[27] *Ibid.*, p.218.

[28] Murtagh, *Rape*, p.114.

[29] *Ibid.*, p.118

[30] Christopher Simpson, *Blowback : America's Recruitment of Nazis and its Effects on the Cold War* (Weidenfeld and Nicolson, Londres, 1988), p.81.

[31] Agee, *Dirty Work*, p.154.

[32] Bernard Cook, *The Mobilisation of the Internal Cold War in Italy* dans *History of European Ideas*. Vol. 19, 1994, p.116. Cook écrit "une copie conforme de Gladio" entre guillemets car il cite Paul Grinsborg, *A History of Contemporary Italy : Society and Politics, 1943–1988* (Penguin, New York, 1990), p.277.

[33] Richard Collin, *The De Lorenzo Gambit : The Italian Coup Manque of 1964* (Sage, Beverly Hills, 1976), p.40.

[34] Voir Amnesty International, *Torture in Greece : The First Torturer's Trial in 1975*. Londres, 1977. Passim. Et Blum, *Killing Hope*, p.218–220, Murtagh, *Rape*, p.1–9.

[35] Murtagh, *Rape*, p.6.

[36] Jean-Francois Brozzu-Gentile, *L'affaire Gladio* (Editions Albin Michel, Paris,

1994), p.41, 42 and 90. Le quotidien britannique *The Observer* a apparemment publié dans l'une de ses éditions le message câblé le 15 mai 1969 par les colonels grecs à leurs amis italiens. Brozzu-Gentile ne précise toutefois pas de quelle édition il s'agit. Le voyage effectué par les fascistes italiens chez les colonels grecs dans le cadre de l'opération Gladio est également rapporté dans le rapport parlementaire italien sur Gladio et les attentats : Senato della Repubblica. *Commissione parlamentare d'inchiesta sul terrorismo in Italia e sulle cause della mancata individuazione dei responsabili delle stragi : Il terrorismo, le stragi ed il contesto storico politico*. Redatta dal presidente della Commissione, Senatore Giovanni Pellegrino. Rome, 1995, p.206.

[37] Gentile, *Gladio*, p.137.

[38] John Palmer, « Undercover NATO Group 'may have had terror links' » dans le quotidien britannique *The Guardian* du 10 novembre 1990.

[39] Agence de presse internationale Associated Press, le 14 novembre 1990.

[40] Aucun auteur spécifié, « Spinne unterm Schafsfell. In Südeuropa war die Guerillatruppe besonders aktiv – auch bei den Militärputschen in Griechenland und der Türkei ? » Dans l'hebdomadaire d'informations allemand *Der Spiegel*, N°48, 26 novembre 1990.

Copyright © 2013 Global Research